

COMMUNE DE CHEVRY-COSSIGNY

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE



**Société d'Etudes, Maîtrise et
Aménagements Fonciers**

23, route de Paris – RN 4
77340 PONTAULT COMBAULT
Tél. : 01.64.40.51.72
Email : Contact@bet-semaf.fr



Commune de CHEVRY-COSSIGNY

29, rue Charles Pathé
77 173 CHEVRY-COSSIGNY
Tél : 01.64.05.20.22
Email : mairie@chevry-coassigny.com

TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DES RESEAUX DIVERS

RUE BEAUVERGER – RUE JEAN GABIN (RD35) – IMPASSE DES COQUELICOTS

Dossier de Consultation des Entreprises

Pièces N°202

Cahier des Charges Administratives Particulières - CCAP

L'Entreprise,

A _____, Le _____.

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX



C.C.A.P **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Objet du marché :

TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DES RESEAUX DIVERS **RUE BEAUVERGER – RUE JEAN GABIN (RD35) – IMPASSE** **DES COQUELICOTS**

Maître d'ouvrage
COMMUNE DE CHEVRY COSSIGNY
Représentée par Mr le Maire



Maître d'œuvre
SEMAF
23, Route de Paris – RN4
77340 PONTAULT-COMBAULT

Sommaire

ARTICLE 1 - OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1. - OBJET DU MARCHÉ	4
1.2. - OPTIONS ET VARIANTES - DECOMPOSITION EN LOTS ET EN TRANCHES	4
1.3. - INTERVENANTS.....	4
1.3.1 - Conduite d'opération.....	4
1.3.2 - Maîtrise d'œuvre.....	4
1.3.3 - Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)	4
1.4. - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.4.1 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	5
1.4.2 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers	5
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	7
3.1. - FORME DU PRIX.....	7
3.2. - CONTENU DES PRIX, MODES D'EVALUATION DES OUVRAGES.....	7
3.2.1 - Contenu des prix	7
3.2.2 - Dépenses d'équipement de chantier et de fonctionnement	7
3.3. - VARIATION DANS LES PRIX.....	9
3.3.1 - Mois d'établissement des prix du marché	9
3.3.2 - Modalités des variations des prix	9
3.3.3 - Choix de l'indice de référence	9
ARTICLE 4 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	10
4.1. - REGLES GENERALES	10
4.1.1 - Délai de paiement	10
4.1.2 - Intérêts moratoires	10
4.2. - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	10
4.2.1 - Règlement des cotraitants.....	10
4.2.2 - Règlement des sous-traitants	11
4.3. - PAIEMENTS PERIODIQUES.....	11
4.3.1 - Acomptes	11
4.3.2 - Solde.....	11
4.3.3 - Décompte général – Etat du solde	11
ARTICLE 5 - DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ.....	12
ARTICLE 6 - DÉLAI DE RÉALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES	12
6.1. - DELAI DE REALISATION	12
6.2. - PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	12
6.3. - PENALITES	12
6.3.1 - Pénalités pour dépassement du délai de levée des réserves.....	13
6.3.2 - Honoraires dus à la maîtrise d'œuvre	13
6.3.3 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	13
6.3.4 - Autres pénalités.....	13
ARTICLE 7 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	15
7.1. - RETENUE DE GARANTIE	15
7.2. - AVANCE	15
ARTICLE 8 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	16
8.1. - PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.	16

8.2. - CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	16
<i>8.2.1 - Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.</i>	16
<i>8.2.2 - Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.</i> .	16
ARTICLE 9 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	16
9.1. - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	16
9.2. - ETUDES D'EXECUTION DES OUVRAGES.....	17
9.3. - ECHANTILLONS - NOTICES TECHNIQUES - PROCES VERBAL D'AGREMENT.....	17
9.4. - INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS.....	17
<i>9.4.1 - Installation des chantiers de l'entreprise</i>	17
<i>9.4.2 - Accès au chantier</i>	18
<i>9.4.3 - Rendez vous de chantier</i>	18
<i>9.4.4 - Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)</i>	18
ARTICLE 10 - CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....	19
10.1. - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	19
10.2. - RECEPTION	19
<i>10.2.1 - Réception des ouvrages</i>	19
<i>10.2.2 - Réceptions partielles</i>	19
10.3. - PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE.....	19
10.4. - DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	19
10.5. - DELAI DE GARANTIE	19
ARTICLE 11 - ASSURANCES	20
ARTICLE 12 - RÉSILIATION	20
ARTICLE 13 - DÉROGATIONS AU CCAG	20

ARTICLE 1 - OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent la réalisation de :

TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DES RESEAUX DIVERS pour le compte de la **Mairie de CHEVRY COSSIGNY** selon les modalités définies au C.C.T.P.

1.2. - Options et variantes - Décomposition en lots et en tranches

Le marché ne prévoit aucune option au sens de prestations supplémentaires éventuelles.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché n'est pas décomposé en lot et ne fait l'objet d'aucune décomposition en tranches

LOT	DESIGNATION	TRANCHE
Lot Unique	TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT	-

1.3. - Intervenants

1.3.1 - Conduite d'opération

Le conducteur d'opération est :

Commune de Chevry Cossigny
29 RUE CHARLES PATHÉ
77173 CHEVRY-COSSIGNY

Le conducteur d'opération ne dispose d'aucune délégation de signature du maître de l'ouvrage et n'est pas habilité à prendre de décision au nom de celui-ci.

1.3.2 - Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est :



SEMAF
23, ROUTE DE PARIS
77340 PONTAULT-COMBAULT

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET), le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination de l'entrepreneur conformément aux dispositions du CCAG – Travaux.

Le maître d'œuvre tient à la disposition du maître d'ouvrage pour consultation :

- Le registre des ordres de service ;
- Le récépissé de réception daté par l'entreprise de chaque ordre de service.

1.3.3 - Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

La mission d'Ordonnancement, de Coordination et de Pilotage du Chantier est assurée par la Maîtrise d'œuvre.

1.4. - Dispositions générales

IMPORTANT :

Il est entendu que le candidat dispose d'une parfaite connaissance des lieux, et de la contrainte d'un site sur voie publique ouverte dans laquelle se déroulent les travaux, et qu'à ce titre, il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens et précautions nécessaires aux fins de protection des personnes et des biens.

1.4.1 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application de l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire fournira les documents demandés dans les conditions fixées à cet article tous les six mois à compter de la date de notification du marché et ce jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article D. 8254-2 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

1.4.2 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du Décret 2016-360 relatif aux marchés publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux

A. - Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

B. - Les titulaires doivent être garantis par une police couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

L'ensemble des pièces constitutives du marché est fixé dans le document annexé au présent CCAP, intitulé « liste des pièces du marché ».

Ordre de priorité des pièces du marché

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité.(en cas de contradiction entre leurs stipulations, les documents prévalent dans cet ordre de priorité).

DESIGNATION DES PIECES DU MARCHÉ	PIECES PARTICULIERES	PIECES GENERALES* (non jointes au dossier)
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,	X	
Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi	X	
Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi	X	
Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)	X	
Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)	X	
L'ensemble des rapports (amiante, plomb...) délivrés par la maîtrise d'Ouvrage et bureaux d'études concernés.	X	
Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Travaux approuvés par l'arrêté du 8 septembre 2009		X
Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés publics de Travaux (CCTG)		X
Les prescriptions techniques générales d'ordre législatif réglementant les travaux d'assainissement		X
L' Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et ses textes d'application, notamment le décret n°2016-360 du 25 mars 2016		X
Le mémoire technique établi par le candidat dans son offre	X	

*Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3 du présent CCAP.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1. - Forme du prix

Le marché est conclu à prix Unitaire

3.2. - Contenu des prix, modes d'évaluation des ouvrages

3.2.1 - Contenu des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis en tenant compte :

- ⇒ des sujétions d'exécution précisées dans le CCTP ;
- ⇒ des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution du marché de travaux ;
- ⇒ des dépenses liées aux mesures engendrées par l'élimination des déchets conformément à la démarche SOSED (Schéma d'Organisation de Suivi et d'Elimination des Déchets) ;
- ⇒ du fait que sont considérées comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites mentionnés à l'article 6-2 du présent CCAP ;
- ⇒ des dépenses liées aux mesures particulières concernant le plan de prévention ;
- ⇒ des dépenses d'équipement et de fonctionnement du chantier à la charge du Titulaire **du Marché à lot unique** (voir article 3.2.2 du présent CCAP);

Conformément à l'article 10.1.2 du CCAG-Travaux, les prix du marché sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché, la marge du mandataire ou du cotraitant auquel le marché est attribué, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus mentionnées.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Le règlement du prix des ouvrages et travaux non prévus s'effectuera dans les conditions prescrites à l'article 14 du CCAG-Travaux. Les décomptes seront réglés sous prix provisoires arrêtés par le Maître d'œuvre après consultation de l'entrepreneur. Les prix définitifs feront l'objet d'un avenant, signé par les deux parties permettant de régler le décompte final.

3.2.2 - Dépenses d'équipement de chantier et de fonctionnement

Le prix du marché est hors T.V.A., et est établi en tenant compte du bénéfice ainsi que de tous les droits, indemnités, frais généraux et d'une façon générale, de toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail, à l'exception de la TVA qui sera indiquée à part.

Il ne sera jamais accordé d'indemnité ni de plus-value pour perte de temps à la livraison, destruction ou perte de matériaux non plus que pour déplacement d'ouvriers, transports de matériel ou de matériaux.

Ces dépenses sont réputées comporter, le cas échéant :

- Les frais d'études techniques d'ensemble et de détails prévus par le Titulaire et l'établissement des plans d'exécution et de synthèse, ainsi que de mise à l'échelle minimale de 2cm/m sur la base des documents fournis par le Maître d'œuvre. Les plans d'exécution seront transmis par le Titulaire en format informatique et papier.
- La fourniture d'échantillons et présentations de prototypes pour les ouvrages définis dans chaque devis descriptif.
- Les Frais résultant des obligations imposées par le respect du règlement sanitaire de police et de voirie.
- Les frais d'essais, d'analyse et de contrôles demandés par la Maîtrise d'œuvre, le contrôleur technique, CONSUEL, essais COPREC, ou organismes agréés dont l'intervention est rendue nécessaires par la réglementation.
- Les frais résultant de la prise en compte des demandes et observations du Maître d'œuvre et des

contrôleurs techniques.

- Les frais résultants des demandes du Coordonnateur Sécurité Santé.
- Les frais d'assurance de toute nature.
- Les frais de reproduction en tirages et contre calques en nombre d'exemplaires imposés par le Maître d'ouvrage pour assurer la coordination des études et l'exécution des travaux objet du marché.
- Les frais de relevé sur le terrain et d'établissement des plans de recollement conformes à l'exécution pour l'implantation générale des bâtiments, les aménagements extérieurs, les V.R.D. Ces frais sont à la charge du Titulaire.
- La fourniture des notices d'entretien et d'exploitation.
- Les frais entraînés par l'information du personnel de l'exploitation et de l'entretien de toutes les installations de chantier.
- Les frais de création d'ouvrages provisoires et frais de restitution du terrain à l'identique par rapport à l'initial.
- La totalité de la main d'œuvre de direction, de surveillance et d'exécution des ouvrages, appointements, salaires, charges annexes, etc.
- La fourniture, l'installation, les raccordements, le chauffage et l'éclairage de tous les baraquements à usages de vestiaires, sanitaires, ateliers, magasins, bureaux, réfectoires, etc.
- Les ouvrages permettant d'accéder aux différents points de travaux et aux différentes installations de l'entrepreneur, y compris l'entretien permanent en parfait état de viabilité des dits ouvrage et éventuellement des voies publiques ou privées empruntées par les engins de l'entrepreneur durant les travaux.
- Les frais de gardiennage du chantier jusqu'à la réception des travaux.
- Les frais inhérents aux moyens de mise en œuvre par l'entrepreneur, notamment engins de levage, échafaudage, etc.
- Les frais liés à la surveillance d'accès au chantier pour éviter toute dégradation et salissure du domaine public.
- Les frais liés à la surveillance d'accès au chantier et à la gestion de la circulation de la voie publique (horaires, feux tricolores, sens uniques, etc).
- Les frais de réparation et de remise en état à la suite de l'exécution du marché et/ou de dégâts provoqués par le chantier.
- Les frais d'occupation pour quelque cause que ce soit du domaine public.
- Les frais de chauffage des locaux en cours de construction ou de restructuration nécessaire à l'exécution de ces travaux et à la conservation des ouvrages avant leur réception ou mise à disposition.
- Les droits de brevet et de licence.
- Les matières consommables propres au chantier.
- Les frais correspondants à la prévention des accidents du travail, l'hygiène et la sécurité.
- Les démarches et les frais administratifs nécessaires à l'exécution des travaux auprès des sociétés concessionnaires des sociétés de distribution des fluides (ENEDIS, GDF, Compagnies des Eaux, Orange, services des égouts, etc). Ceci comprend également les frais de raccordement au réseau ENEDIS (ticket d'accès en tarif jaune).
- Les frais d'énergie et d'installation nécessaire à l'exécution des travaux.
- Les frais entraînés par les dépenses communes de chantier et leur gestion entre les co-traitants dans le cas de groupement d'entreprises et sous-traitants éventuels (compte prorata).
- D'une manière générale, tous les frais résultants des sujétions impliquées par le respect du présent C.C.A.P et du CCTP.
- Au cas où de nouvelles taxes à la charge de l'entrepreneur viendraient à être établies entre la date du marché et celle de l'achèvement des travaux, elles ne pourraient être répercutées sur le prix que dans la mesure où les dispositions légales ou réglementaires l'indiqueraient expressément et ce,

uniquement sur la fraction des travaux restant à exécuter.

Les prix ont été établis en tenant compte d'une connaissance des lieux et des contraintes du site.

Les dépenses communes sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu par le Titulaire, ou en cas de groupement conjoint/solidaire d'entreprises, l'entrepreneur mandataire à la charge duquel il reviendra d'imputer ces dépenses sur les autres co-traitants ou sous-traitants au prorata de leurs montants :

Dépenses
Branchements provisoires d'eau
Branchements provisoires d'électricité
Aires de chantier et de stockage
Panneaux de chantier
Bureau de chantier
Installations de téléphone
Installations communes d'hygiène (sanitaires)

Chaque entrepreneur supporte les frais de l'exécution (scelllements et raccords...) qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet de son marché et dont il est titulaire.

3.3. - Variation dans les prix

3.3.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent celui de la remise des offres; ce mois est appelé « mois m_0 » (mois zéro).

3.3.2 - Modalités des variations des prix

Les prix sont révisables par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par les formules suivantes :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times I_n / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index du mois m_0 ;

I_n = Valeur du dernier index connu au mois de réalisation des prestations

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

3.3.3 - Choix de l'indice de référence

Le prix initial sera révisé par référence aux indices suivants :

LOT 1 : TP12-Réseaux d'électrification avec fournitures

Ces index sont publiés au Bulletin Officiel du Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire et les Transports et au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

ARTICLE 4 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

4.1. - Règles générales

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Le mode de règlement est le virement.

4.1.1 - Délai de paiement

Le délai global de paiement est celui fixé par le décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

4.1.2 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai imparti de tous les règlements auxquels a droit le Titulaire fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires à son profit.

Conformément au décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

Le paiement de ces intérêts sera effectué dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

4.2. - Présentation des demandes de paiements

Le paiement s'effectuera selon l'avancement des travaux.

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé :

- à l'entrepreneur titulaire et éventuellement aux sous-traitants
- à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et éventuellement aux sous-traitants.

Les décomptes, factures ou mémoires afférents au paiement seront établis en un original et deux copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant ;
- la prestation réalisée ;
- le montant hors taxe de la prestation en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le prix des prestations accessoires ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la date de facturation.

4.2.1 - Règlement des cotraitants

Groupeement conjoint : La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant. Si l'entrepreneur qui transmet un projet de décompte n'est pas le mandataire, ce dernier doit également le signer.

Groupeement solidaire : La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

Les factures et autres demandes de paiement devront être remises en mains propres au maître d'œuvre contre récépissé ou lui parvenir par courrier AR à l'adresse indiquée à l'article 1-3-2 du présent CCAP.

4.2.2 - Règlement des sous-traitants

Pour les sous-traitants (dont les conditions de paiement ont été agréées par la personne publique), le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné.

Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitant et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement (dont les conditions de paiement ont été agréées par la personne publique), l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par la collectivité contractante au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitant et inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

4.3. - Paiements périodiques

4.3.1 - Acomptes

Le règlement des sommes dues au Titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques proposés par le Titulaire, et ce en fonction de l'avancement des travaux.

Les acomptes sont calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs.

Le Titulaire établit un projet de décompte. Si le maître d'oeuvre modifie ce décompte, il le transmet au Titulaire pour information.

4.3.2 - Solde

Après constatation de l'achèvement des travaux, le Titulaire adresse au Maître d'oeuvre une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final qui peut correspondre, en l'absence d'acompte, à la totalité du montant du marché.

4.3.3 - Décompte général – Etat du solde

Le titulaire établit le décompte général qui comprend :

- Le décompte final ;
- La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par la personne publique ;
- Le montant, en prix de base hors TVA, du solde.
- L'incidence de la TVA
- L'état du solde à verser au titulaire du marché.
- La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser
- Cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le projet de décompte général devient le « décompte général » après acceptation et visa par le maître d'oeuvre et par le maître de l'ouvrage.

NOTA

Depuis le 1er avril 2014, et conformément à l'arrêté du 3 mars 2014, modifiant l'arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du CCAG applicable aux marchés publics de travaux :

- le projet de décompte final doit désormais être remis par l'entreprise dans un délai de 30 jours (au lieu de 45) ;
- le titulaire a 30 jours (au lieu de 45) pour signer et notifier le décompte pour qu'il devienne définitif ;
- les délais de règlement des éventuels différends sont ramenés de 45 à 30 jours.

ARTICLE 5 - DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE

La désignation de sous-traitants par le titulaire en cours d'exécution de marché doit donner lieu à une demande d'acceptation de celui-ci, et d'agrément de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues à l'article 134 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 6 - DÉLAI DE RÉALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

6.1. - Délai de réalisation

La durée d'exécution du marché est fixée dans le cadre de l'Acte d'Engagement et ne peut en aucun cas être changée.

Les travaux seront exécutés sans discontinuer, à compter de la date fixée par ordre de service qui prescrira de les commencer.

6.2. - Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux : le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 6 jours.

Les phénomènes d'intempéries ne sauraient en aucune circonstance modifier le caractère forfaitaire des prix figurant à l'Acte d'Engagement.

En vue de l'application du deuxième alinéa du 22 de l'Article 19 du C.C.A.G.-Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours ouvrables égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite.

La justification des jours d'intempéries (selon le tableau ci-dessous) fera l'objet d'un PV du centre de météorologique de référence du site.

Les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite et Durée
Pluie	10mm par jour pendant 3 jours
Gel	0°C pendant 4 jours
Vent	supérieur à 60 Km/h

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : MELUN-VILLAROCHE

6.3. - Pénalités

Le non-respect des délais d'exécution prévu à l'article IV de l'Acte d'Engagement sur lesquels s'est contractuellement engagé le titulaire du marché, entraîne la mise en œuvre de pénalités de retard.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Par dérogation à l'article 20.1 du C.C.A.G.-Travaux, l'entrepreneur subira sans mis en demeure préalable, **par jour calendaire de retard** dans l'exécution des travaux, une pénalité progressive et journalière égale à :

- 1/250^{ème} du montant du marché hors taxes par jour, au cours des 5 premiers jours ;
- 1/100^{ème} du montant du marché hors taxes par jour, au-delà des 5 jours et jusqu'à 10 jours ;
- 1/50^{ème} du montant du marché hors taxes par jour, au-delà de 10 jours et jusqu'à 25 jours ;
- 1/25^{ème} du montant du marché hors taxes par jour, au-delà de 25 jours.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Ces pénalités s'appliqueront également pour tout retard constaté dans les réceptions partielles nécessaires à la réalisation de l'opération.

6.3.1 - Pénalités pour dépassement du délai de levée des réserves.

Par dérogation à l'article 20.1 du C.C.A.G.-Travaux, l'entrepreneur subira par jour calendaire de **dépassement du délai de levée des réserves**, une pénalité progressive et journalière égale à :

- 750 € (sept cent cinquante euros) hors taxes/ jour, au cours des 7 premiers jours ;
- 1 500 € (mille cinq cents euros) / jour, au-delà des 7 premiers jours ;

6.3.2 - Honoraires dus à la maîtrise d'œuvre

En cas de dépassement du délai d'exécution des travaux ou de levée des réserves, chaque réunion de chantier supplémentaire tenue par le maître d'œuvre sera facturée directement à l'entreprise concernée.

6.3.3 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations de l'Article 37 du C.C.A.G.-Travaux sont applicables, complétés par les dispositions suivantes :

- à défaut d'avoir exécuté les prescriptions faisant l'objet de l'article 37.1 du C.C.A.G.-Travaux et suite à l'ordre de service émis conformément à l'article 37.2 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur supportera une pénalité de 500 € (cinq cents euros) H.T. hors taxes par jour calendaire de retard, jusqu'à la date d'enlèvement le cas échéant d'office.
- le nettoyage du chantier (y compris évacuation des gravois) sera à la charge du titulaire.

6.3.4 - Autres pénalités

1 – Retenues pour non remise de D.O.E. après exécution :

Les plans et autres documents à fournir après exécution par l'Entrepreneur devront être remis à la Maîtrise d'œuvre au plus tard 10 jours après la réception des travaux.

- En cas de retard, une retenue sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G.-Travaux sur les sommes dues à l'entrepreneur.
- Le montant de cette retenue est fixé à 1 500 € (mille cinq cents euros) H.T. par quinzaine de jours calendaires de retard avec un plafonnement à 15 000 (quinze mille euros) € H.T. hors taxes.

2 – Non-déclaration de sous-traitants :

Il sera fait application d'une pénalité de 1500 € (mille cinq cent euros) H.T. hors taxes par manquement, en cas de non-déclaration d'un sous-traitant.

3 – Absence au rendez-vous de chantier, à une réunion d'études de coordination, ou à une visite de chantier :

Il sera fait application d'une pénalité de 150 € (cent cinquante euros) H.T. hors taxes en cas d'absence à un rendez-vous de chantier et 300 € (trois cents euros) hors taxes en cas de récidive.

NOTA : Un retard de plus de 15 minutes perturbant la tenue de ces réunions/ou visites pourra être assimilé à une absence et sera sanctionné de la même façon.

4 - Non-fourniture des pièces demandées pour la rédaction du D.I.U.O. :

En cas de non-fourniture des pièces demandées pour la rédaction du D.I.U.O., il sera fait application d'une pénalité égale à 150 € (cent cinquante euros) H.T. hors taxes lors de la première demande infructueuse et 300 € (trois cents euros) H.T. hors taxes à chaque nouvelle demande restée sans effet.

5 - Non-respect des consignes du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé :

En cas de non-respect des consignes du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé, il sera fait application d'une pénalité égale à 150 € (cent cinquante euros) H.T. hors taxes lors de la première demande infructueuse et 300 € (trois cents euros) H.T. hors taxes à chaque nouvelle demande restée sans effet.

6 – Retard dans l'installation de chantier :

- Par jour calendaire, 150 € (cent cinquante euros) H.T. hors taxes à compter de la demande présentée par le Maître d'œuvre

7 – Retard dans la libération des terrains d'emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur par le Maître d'ouvrage et/ou des emprises de chantier du domaine public :

- Par jour calendaire, 750 € (sept cent cinquante euros) H.T. hors taxes partir du 10ème jour à compter de l'envoi en recommandé avec accusé de réception de l'ordre de service.

8 – Travaux sur le domaine public sans signalisation ou protection efficace :

- Par jour calendaire et par infraction constatée, 150 € (cent cinquante euros) H.T. hors taxes

9 – Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite par les règlements locaux s'imposant lors de l'exécution du chantier

- Par jour calendaire et infraction constatée, 80 € (quatre-vingt euros) H.T. hors taxes

10 – Dépose de matériel, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites par la Maîtrise d'Oeuvre

- Par jour calendaire et infraction constatée, 80 € (quatre-vingt euros) H.T. hors taxes

11 – Retard dans la production du calendrier contractuel prévu à l'article IV de l'AE.

- Par jour calendaire, 150 € (cent cinquante euros) H.T. hors taxes

12 – Retard dans la remise ou la diffusion de document nécessaire à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calcul, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, ...etc).

- Par document et par jour calendaire de retard 150 € (cent cinquante euros) H.T. hors taxes

13 – Retard dans la production de justification et/ou provisions de prix des ouvrages non prévus

- Par jour calendaire, 50 € (cinquante euros) H.T. hors taxes

14 – Retard dans la présentation des prototypes d'éléments de construction

- Par jour calendaire, 100 € (cent euros) H.T. hors taxes

15 – Retard dans la présentation des échantillons de matériaux et matériels de construction

- Par jour calendaire, 100 € (cent euros) H.T. hors taxes .

16 - Retard dans le nettoyage et évacuations des bennes du chantier :

- Par jour calendaire : 200 € (deux cents euros) H.T. hors taxes

17 – Retard dans l'évacuation des gravois hors chantier :

- Par jour calendaire, 200 € (deux cents euros) H.T. hors taxes

18 – Accès non autorisé d'un véhicule sur le chantier :

- 200 € (deux cents euros) H.T. hors taxes par intrusion

ARTICLE 7 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

7.1. - Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

7.2. - Avance

Dans les conditions de l'article 110 du Décret n°2016-360, une avance prévue par le pouvoir adjudicateur de 5% est versée au titulaire si le marché est d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et que le délai d'exécution dépasse deux mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-1-1 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. Il est rappelé que le montant de l'avance forfaitaire ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Les modalités de remboursement sont fixées par l'article 111 du Décret susmentionné. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Dans le cas où le montant prévisionnel des sommes à payer directement à un sous-traitant dépasse le seuil fixé à l'article 110 du Décret n°2016-360, une avance peut lui être versée. Le titulaire transmet immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur la demande de versement émise par le sous-traitant.

ARTICLE 8 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

8.1. - Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Le maître d'œuvre se laisse le choix de toutes demandes d'échantillons de matériaux « nombre, surface, exemple » afin d'avoir une bonne compréhension du chantier

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

En complément de l'article 23 du CCAG-Travaux, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître de l'ouvrage avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

8.2. - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

8.2.1 - Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

8.2.2 - Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

ARTICLE 9 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

9.1. - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont la durée est définie à l'Acte d'Engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

Par les soins du maître d'oeuvre :

- Elaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec les entrepreneurs ;
- Elaboration du calendrier détaillé d'exécution en concertation avec les entrepreneurs ;

Par les soins de l'entrepreneur :

- Etablissement, sous la coordination du responsable de l'OPC, et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 10 jours suivant l'ordre de service qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Etablissement et remise au maître d'œuvre des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 10 jours suivant l'ordre de service qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

9.2. - Etudes d'exécution des ouvrages

- Les plans d'exécutions, notes de calcul et études de détails sont établis par l'Entrepreneur et soumis au visa du Maître d'œuvre.
 - o Planning détaillé par tâches,
 - o Plan d'implantation,
 - o Plan de nivellement, y compris profils en long, profils en travers tous les 20m
 - o Plan d'assainissement, y compris profils en long, détails des ouvrages,
 - o Plan des revêtements,
 - o Profils en travers type,
 - o Coupes de structure,
 - o Coupes de Tranchée,

La liste n'est pas exhaustive le maître d'œuvre se laisse le choix de toutes demandes complémentaires nécessaire à la compréhension du chantier

- Ce dernier doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception. Tous les plans d'exécutions et notes de calcul devront être visées par le contrôleur technique mentionné à l'article 1.3.3. du présent C.C.A.P.
- Les observations du Maître d'œuvre et du contrôleur technique seront prises en compte par les entreprises qui éditeront de nouveaux plans conformes à ces observations, sans que la prise en compte de ces sujétions ne puisse remettre en cause le montant global du marché, ni son délai d'exécution.
- Le bureau de contrôle indiquera à l'entreprise ses besoins, notamment en matière d'agrément ou indiquera à celle-ci, en l'absence d'agrément, les essais à réaliser. Ces derniers sont à la charge de l'entreprise.
- Tout point non satisfaisant sera retiré du chantier aux frais de l'entrepreneur.

9.3. - Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre, et ce dans les délais prévus par celui-ci.

9.4. - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG-Travaux, le Titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

9.4.1 - Installation des chantiers de l'entreprise

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'installation de chantier (base de vie) devra impérativement être prête à compter du début de la période de préparation des travaux.

9.4.2 - Accès au chantier

L'accès au chantier sera mis en place par l'entreprise titulaire.

Mise en place de clôtures pour délimiter le chantier durant les travaux à la charge de l'entreprise.

Le chantier étant réalisé en site occupé, une vigilance particulière sera demandée à l'entreprise quant à la protection du site, au nettoyage de la voirie et au respect de la sécurité des agents et du public.

9.4.3 - Rendez vous de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation de l'entreprise dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par la Maîtrise d'œuvre.

9.4.4 - Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;

La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;

Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats ;

Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;

La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;

De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D- Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la directive du Conseil des communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992.

ARTICLE 10 - CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

10.1. - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les stipulations du CCAG-Travaux sont seules applicables.

10.2. - Réception

10.2.1 - Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG-Travaux sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG-Travaux,

La réception a lieu à l'achèvement des travaux à l'issue de chaque phase ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;

L'entrepreneur titulaire du marché est chargé d'aviser la personne responsable des marchés et le maître d'oeuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG-Travaux.

10.2.2 - Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG-Travaux sont seules applicables.

10.3. - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG-Travaux sont seules applicables.

10.4. - Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en **4 exemplaires dont un reproductible et un exemplaire au coordonnateur SPS pour la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO)**, au plus tard le jour des opérations préalables à la réception :

- Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ;
- Les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A 4.
- Le cas échéant, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur.

10.5. - Délai de garantie

Les stipulations du CCAG-Travaux sont seules applicables.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux. Par dérogation à l'article 9.1 du CCAG-Travaux, les titulaires doivent justifier de l'étendue des garanties souscrites et de la mise à jour de leurs cotisations et ce, au moyen d'attestations précises.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code civil.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION

Les stipulations du CCAG-Travaux sont seules applicables.

ARTICLE 13 - DÉROGATIONS AU CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG-Travaux :

L'article 2 du CCAP	déroge à l'article	4 du CCAG-Travaux
L'article 6-1 du CCAP	déroge à l'article	28.1 du CCAG-Travaux
L'article 6-3 du CCAP	déroge à l'article	20.1 et 20.4 du CCAG-Travaux
L'article 10-2.1 du CCAP	déroge aux articles	41.1 à 41.3 du CCAG-Travaux

Lu et approuvé

Le :

Cachet et Signature de l'entreprise :

Liste des pièces constitutives du Marché :

101 - RC
201 - AE
202 - CCAP
301 - CCTP
302 - BPU
303 - DQE
401 - Plan de situation
402 - Plan Avant et Après travaux
403 - Plan de dépose des réseaux aériens
404 - Plan de réseau de distribution électrique
405 - Plan de coordination des réseaux
406 - Plan de réseau de distribution téléphonique
407 - Plan du réseau d'éclairage public